



**arpège** réseau  
genre

Approches Pluridisciplinaires  
du Genre

**Demande de reconnaissance  
d'une structure collaborative  
dans le contrat quinquennal  
2021-2025**

**Université Toulouse Jean Jaurès**

**Septembre 2020**

## Demande de reconnaissance d'une structure collaborative

➤ Nom de la structure collaborative :  
**ARPEGE (Approches pluridisciplinaires du genre)**

**ARPEGE** est un réseau **interdisciplinaire** de recherche visant à promouvoir **les recherches sur le genre** à Toulouse, devenu en 2019 une opération structurante du LabEx SMS - Structuration des Mondes Sociaux (Opération 8 : Genre et Structuration Sociale). Adossé à 22 équipes et laboratoires de recherche (dont 12 UR/EA et 10 UMR), il associe plus de cent cinquante enseignant-e-s-chercheur-e-s et doctorant-e-s de différents établissements universitaires du site toulousain (UT1, UT2J, UT3, IEP, INP, ENSFEA, INSPÉ, etc.) et un réseau important de partenaires institutionnels et associatifs en Région Occitanie, ainsi qu'au niveau national et international.

➤ Nom de la porteuse de projet (UT2J) :  
**Nathalie LAPEYRE**

➤ Type de structure : **Structure d'initiative locale** (sans statut actuellement)

### ➤ 1. Portage institutionnel de la SCR ARPEGE :

Ces cinq dernières années, le Réseau de Recherches ARPEGE a noué des partenariats de recherche et a été co-financé par de nombreux partenaires récurrents dont la très grande majorité sont prêts à poursuivre les collaborations scientifiques dans le cadre de la nouvelle phase d'institutionnalisation en structure collaborative.

Nom du partenaire	Statut (université, organisme de recherche, autre à préciser)	Nature de l'engagement dans le projet (soutien sans apport de moyens, crédits, RH, autres ..)
<b>CERTOP</b> Centre d'Etudes et de Recherches Travail, Organisation, Pouvoir	UMR CNRS/UT2J/UT3	Gestion du projet de recherche GESCI – Le genre au prisme des sciences (Financement Labex SMS, opération mondes scientifiques)
<b>FRAMESPA</b> France, Amériques, Espagne – Sociétés, pouvoirs, acteurs	UMR CNRS/UT2J	Soutien financier aux activités scientifiques co-organisées avec ARPEGE (au – 500 € /an) Embauche d'une stagiaire sur projet communication/réseaux sociaux ARPEGE (6 mois) – Sur le budget IUF de Sylvie Chaperon (1 800 € en 2020)
<b>LISST</b> Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires	UMR CNRS/UT2J ENSFEA/EHESS	Soutien financier aux activités scientifiques co-organisées avec ARPEGE (au – 500 € /an)

<b>CEIIBA</b> Centre d'Etudes Ibériques et Ibérico-Américaines	Equipe d'accueil doctoral UT2J	Soutien financier aux activités scientifiques co-organisées avec ARPEGE (au – 500 € /an)
<b>ERRAPHIS</b>  Equipe de Recherche sur les Rationalités Philosophiques et les Savoirs	Equipe d'accueil doctoral UT2J	Soutien financier aux activités scientifiques co-organisées avec ARPEGE (au – 500 € /an)  Embauche d'une étudiante en CDD (5h par semaine en 2019 et 2020), gestion du réseau de Masters ARPEGE, sur le budget IUF de Hourya Bentouhami (2 930€ par an en 2019 et 2020)
<b>CAS</b> Cultures Anglo-Saxonnes (CAS)	Equipe d'accueil doctoral UT2J	Soutien financier aux activités scientifiques co-organisées avec ARPEGE (Dans le cadre des jeudis du genre, financement ponctuel)
<b>MSH-T</b> Maison des Sciences de l'Homme-Toulouse  Thème : Genre, société et politique d'égalité	USR 3414	Crédits recherche ARPEGE Projet INGESCI – <i>Inclusion du genre dans les sciences</i> (6 000 € en 2018) <i>Laboratoire du genre : circulation du genre et négociation des normes</i> (pas d'obtention de financement en 2017) <i>GeMS : Genre : mobilisations sociales et savoirs innovants</i> (6 500€ en 2016) <i>Genre et engagement</i> (2 800€ en 2015)
<b>LABEX SMS</b> Structuration des Mondes Sociaux Opération mondes scientifiques	LABEX	Crédits recherche Projet GESCI - <i>Le genre au prisme des sciences</i> (6 000 €, période 2019-2021)
<b>Mission égalité et lutte contre les discriminations de genre et le harcèlement sexuel</b>	UT2J  Chargée de mission de la présidence : Marie-Agnès Palaisi	Soutien financier aux activités scientifiques co-organisées avec ARPEGE (au – 500 € /an) en lien avec la lutte pour l'égalité de genre et celle contre le harcèlement sexuel et les violences sexuelles et sexistes
<b>Commission Recherche</b>	UT2J	Soutien financier aux activités scientifiques ARPEGE 2 000 € votés en 2020
<b>IFERISS</b> Institut Fédératif d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires Santé Société	FED 4142 Université de Toulouse	Soutien sans apport de moyens Michelle Kelly-Irving, Chargée de recherche – Inserm (Directrice), soutien aux recherches sur genre et sciences

<b>TOXALIM</b> Toxicologie Alimentaire	UMR 1331 INRA/ENVT/INP/UT3	Soutien organisation rencontres chercheuses GESCI (200 € en 2019)
<b>Institut du Genre du CNRS*</b> (National),  Groupement d'Intérêt Scientifique dédié aux recherches françaises sur le genre et les sexualités.	GIS Genre National du CNRS, Paris	Soutien institutionnel sans apport de moyens directs, mais possibilité de déposer des demandes de financement de projets de recherche, de traductions, prix de master et de thèse, etc. Relai de communication, Apport de moyens financiers si ARPEGE se charge de l'organisation du prochain congrès du GIS à l'UT2J en 2023

\* L'UT2J est membre fondateur du **GIS Institut du genre du CNRS**, au regard de l'importance des études et des recherches sur le genre au sein de l'UT2J. Fondé en 2012 à l'initiative de l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS, l'Institut du Genre est un Groupement d'Intérêt Scientifique qui réunit 30 partenaires institutionnels, et dont l'objectif est d'être un lieu de coordination, de référence et d'accueil scientifique des recherches françaises sur le genre et les sexualités.

Parmi les membres d'ARPEGE à l'UT2J, Nathalie Lapeyre (depuis 2012) est représentante de la Présidente de l'UT2J au Comité Directeur ; et deux collègues se sont succédés en tant que membres du Conseil Scientifique : Agnès Fine (2012-2016) et Jérôme Courduriès (depuis 2017). Chaque UMR dispose aussi de sa représentant-e.

## ➤ 2. Domaines scientifiques :

**Le réseau de recherches ARPEGE rassemble 27 disciplines ou spécialités.**

Elles concernent principalement les Sciences Humaines et Sociales (22), et 5 disciplines relevant des sciences exactes ou expérimentales sont également représentées (Pour une vision plus globale, voir le point 6. Liste des Unités de recherche impliquées).

- **Sciences Humaines et Humanités** : archéologie, arts plastiques, arts du spectacle, design, études anglophones, études filmiques, études hispaniques et latino-américaines, études lusophones, études théâtrales, géographie, histoire, lettres modernes, philosophie, psychologie, sciences de l'éducation, sciences du langage, sciences de l'information et de la communication.
- **Sciences de la Société** : anthropologie, droit, économie, sociologie.
- **Biologie, médecine et santé** : biochimie, épidémiologie, pharmacologie, toxicologie.
- **Sciences agronomiques et écologiques** : agronomie.
- **Mathématiques et leurs interactions** : mathématiques.

### ➤ 3. Objets de recherche :

#### **Recherches sur les femmes, le féminisme et le genre : près de 40 ans d'histoire à l'UT2J (1982-2020)**

L'université de Toulouse a été historiquement pionnière en France, dès les années 1970, pour le développement des études et recherches sur les femmes, le féminisme et le genre. L'organisation, en 1982, du premier colloque national sur « *Femmes, féminisme, recherches* », est un moment historique important qui a permis de lancer en France l'institutionnalisation de ce champ de recherche ; puis, en 1989, pour le bicentenaire de la Révolution française, le colloque international « *Femmes et Révolution* » a été organisé à l'UT2. Afin de retracer cette riche histoire, plusieurs membres du réseau de recherche ARPEGE ont publié des articles sur l'histoire des études féministes et des études genre à l'Université de Toulouse<sup>1</sup>.

D'abord organisé en PPF (Programme Pluri Formations, à partir de 2007), ARPEGE est devenu un axe structurant de la MSHS-T en 2010, « Genre, société et politiques d'égalité ». Cet accueil institutionnel a permis d'ouvrir le périmètre des recherches sur le genre à de nouvelles disciplines et à d'autres établissements du site (UPS, UT1, IEP, ENFA, ESPE), d'où la gouvernance collégiale qui a été adoptée depuis, avec des représentantes d'UT1, d'UT2 et d'UT3 à la direction. La communication du réseau a été considérablement renforcée grâce à un site Internet, une page Facebook, un compte twitter, une liste de diffusion et des bulletins réguliers. Cet axe structurant disposait alors d'un quart de personnel administratif (ingénieure de recherche, Odile Saint-Raymond).

Le réseau ARPEGE s'inscrit dans une dynamique scientifique à la fois locale, nationale et internationale avec des initiatives telles qu'un groupe EFiGiES de doctorant·e·s (Etudes Féministes, Genre et Sexualités), l'organisation du colloque de 2012 « *Femmes, féminisme et recherches, trente ans après* », ainsi que de multiples partenariats scientifiques (GIS, ANEF, HCE, etc.).

#### **La formation à la recherche et la formation par la recherche**

La recherche a été articulée à l'enseignement d'abord avec la création d'une formation doctorale dès 2011, soutenue annuellement par les Ecoles Doctorales ; puis en 2015 avec un réseau pluridisciplinaire de Masters ARPEGE partenaires agréé et financé par l'Idex au titre des Initiatives d'Excellence, puis intégré comme parcours dans le réseau de Masters SMS.

Ainsi, les membres d'ARPEGE organisent deux séminaires de recherche annuels à programmation multiple, avec la proposition de nouvelles thématiques scientifiques toutes les années universitaires :

##### ➤ **Le Séminaire doctoral ARPEGE : *Les Outils du Genre***

Instauré dès 2011, le séminaire doctoral ARPEGE est centré sur la question des "outils du genre" dans une perspective interdisciplinaire. Il s'agit de privilégier les concepts, les méthodologies ou les théories afin de faciliter les rencontres interdisciplinaires. Une large place est laissée aux présentations des doctorant·e·s qui sont invité·e·s à se rapprocher des organisatrices des journées pour proposer une intervention ou une participation (état de la recherche, présentation des hypothèses et des difficultés). Ce séminaire a été jusqu'en 2019 labellisé et co-financé par les 3 écoles doctorales de l'Université Toulouse – Jean Jaurès ALLPH@, TESC et CLESCO ; il est proposé dans le volet « Interdisciplinarité » du parcours de formation doctorale. Il constitue un élément fort de cohésion du réseau de recherche ARPEGE (6 à 7 journées d'étude annuelles).

---

<sup>1</sup> Voir les articles sur : <https://arpege.univ-tlse2.fr/accueil/navigation/le-reseau/histoire-des-etudes-feministes-a-l-ut2j/articles-sur-l-histoire-des-etudes-feministes-a-l-ut2j-392736.kjsp?RH=1447670868099>

### ➤ **Le Séminaire interdisciplinaire du Réseau de Masters ARPEGE**

Créé en 2015 à l'initiative du Réseau de Masters ARPEGE, le séminaire interdisciplinaire propose des rencontres scientifiques labellisées par ARPEGE autour des questions de genre et des féminismes dans différentes disciplines. Ouvert par une conférence inaugurale prestigieuse, il compte une quinzaine d'événements scientifiques chaque année, sous des formats variés : colloques, journées d'études, séminaires, tables-rondes, ateliers, débats. Entre octobre 2015 et mars 2020 le réseau de recherche ARPEGE a organisé au total plus de 50 manifestations scientifiques ouvertes aux chercheuses et chercheurs, étudiant·e·s en master et en doctorat, co-financées par les UMR et EA/UR, la MSHS-T, les ED et les composantes des établissements concernés.

### ➤ **Le réseau de Masters ARPEGE**

Le réseau de Masters ARPEGE est un réseau de Masters partenaires soutenu par l'IdEx au titre des Initiatives d'Excellence de 2015 à 2017, et inclus depuis 2017 comme parcours dans le réseau de Masters du Labex SMS, UT2J. Il fédère à ce jour 14 Masters des établissements universitaires toulousains partenaires (Université Toulouse Jean Jaurès, Université Paul Sabatier, Sciences Po Toulouse, ESPE). Il s'agit d'un dispositif de formation interdisciplinaire en études de genre qui permet à chaque étudiant·e de renforcer ses compétences, adopter une démarche transversale d'analyse des questions de genre, se former à la pratique de l'interdisciplinarité tout en modulant sa formation en fonction de son projet de recherche pour professionnel. Environ 20 étudiant·e·s par an (M1 et M2) sont inscrit·e·s au dispositif. Ce dernier s'adosse en outre aux deux séminaires du Réseau de Masters ARPEGE.

Le réseau ARPEGE bénéficie également d'une implication forte des doctorant·e·s. La mise à jour de l'annuaire des membres d'ARPEGE (voir le point 6. Liste des Unités de recherche impliquées, ainsi que l'annexe présentant de manière exhaustive l'annuaire des membres du réseau de recherches ARPEGE – 2020) a mis en évidence un important vivier de jeunes chercheurs et chercheuses développant leurs recherches en études de genre et donc dans la construction d'un objet de recherche interdisciplinaire (recensement de 61 membres d'ARPEGE « juniors »).

Depuis 2011, les doctorant·e·s ARPEGE organisent des journées d'étude avec appel à communication diffusé nationalement. Elles et ils organisent également plusieurs ateliers par ans préparatoires à ces journées. Depuis septembre 2015, plusieurs doctorant·e·s ARPEGE se sont organisé·e·s localement en un groupe du réseau national EfiGiES : « EFiGiES ARPEGE Toulouse »<sup>2</sup>, membre de l'association nationale. Elles et ils disposent d'une page valorisant leurs activités sur le site : <https://efigies-ateliers.hypotheses.org/category/efigies-toulouse>

En soutien à la jeune recherche et aux doctorant·e·s et post-doctorant·e·s, en lien avec le Labex SMS, une réflexion est en cours autour de la création locale d'un laboratoire junior sur le genre.

### **Opérations de recherche ARPEGE 2015-2020<sup>3</sup>**

Sans inclure les projets individuels des un·e·s et des autres, ces dernières années, ARPEGE a déployé plusieurs opérations de recherche au prisme des *gender studies*, articulées autour des analyses des mouvements féministes, des politiques d'égalité, des discriminations et des inégalités, des politiques

<sup>2</sup> Voir : <http://arpege.univ-tlse2.fr/doctorant-e-s-arpege-383670.kjsp?RH=1447670868099&RF=1443353644833>

<sup>3</sup> Dans la période antérieure, plusieurs projets Genre / ARPEGE avaient été financés par la MSH.

des corps, des sexualités, ou encore de l'intersectionnalité. A partir de 2019, le réseau ARPEGE dispose d'une opération structurante *Genre et Structuration Sociale* au sein du LabEx SMS.

Les opérations de recherche menées sur la période 2015-2018, ont bénéficié de financements de la MSH-T.

2015 : Genre et engagement

2016 : Genre : mobilisations sociales et savoirs innovants (GeMS)

2017 : Laboratoire du genre : circulation du genre et négociation des normes

2018 : Inclusion du genre dans les sciences (INGESCI)

Pour un aperçu de quelques publications des membres d'ARPEGE, voir sur :

<https://arpege.univ-tlse2.fr/accueil/navigation/ressources/publications-des-membres/>

### **Axes de recherche de la SCR ARPEGE 2021-2025**

La thématique *Genre et Sciences* restera structurante dans le projet de développement scientifique de la SCR ARPEGE, mais s'articulera à d'autres thématiques et enjeux contemporains majeurs au sein des études sur le genre qui permettront à l'ensemble des membres de la Structure Collaborative de Recherche ARPEGE de se retrouver sur un ou plusieurs des axes de recherches envisagés. Les études de genre et les questions d'intersectionnalité sont envisagées comme un vaste champ de recherche, transversal à toutes les disciplines scientifiques, quels que soient les domaines scientifiques considérés. Les enjeux de genre et d'intersectionnalité sont au cœur des objets de recherche développés par les membres de la SCR ARPEGE, dans une optique de pluridisciplinarité et d'interdisciplinarité.

La nouvelle structuration thématique (validée par l'AG ARPEGE du 31/01/2020) comprend quatre axes principaux et non exclusifs, centrés sur les questions de Genre, Sciences et Santé (Axe 1), Politiques du Genre (Axe 2), Féminismes, engagements et représentations (Axe 3) et Etudes LGBTQI+ (Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexes, + pour inclure d'autres variantes d'identité de genre, de caractéristiques sexuelles et d'orientation sexuelle (Axe 4) (voir les développements des sous-thèmes dans le tableau synthétique de structuration thématique ci-après).

Cette structuration thématique sera amenée à évoluer en fonction des projets prioritaires et de l'implication des responsables pressenti·e·s. La SCR ARPEGE a vocation à être un lieu ouvert aux échanges scientifiques et au développement de nouveaux projets de recherche, dans un contexte de travail bienveillant.

<b>SCR en Etudes sur le Genre – ARPEGE - Structuration thématique</b>	
<b>Mots-clés :</b> Etudes de genre, rapports sociaux de sexe, interdisciplinarité, égalité, féminismes, intersectionnalité, corps, sexualités	
<b>1. Genre, Sciences et Santé</b>	Resp. Sylvie Chaperon et Julie Jarty
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le genre dans la fabrication des sciences</li> <li>○ Le genre des objets de recherche (toutes sciences, sciences expérimentales, médecine, physique, etc.)</li> <li>○ Epistémologie</li> <li>○ Femmes et sciences</li> <li>○ Corps, santé, sexualités</li> <li>○ Santé sexuelle et reproductive</li> </ul>	
<b>2. Politiques du genre</b>	Resp. Mélanie Jacquemin, Nathalie Lapeyre et Stéphanie Mulot
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Problématiques migratoires</li> <li>○ Production des normes de genre / stéréotypes</li> <li>○ Production des inégalités femmes-hommes, diversité et discriminations</li> <li>○ Droit et normes</li> <li>○ Violences de genre</li> <li>○ Politiques d'égalité (Universités ; mais aussi éducation, travail, culture, sport, environnement, agriculture et agroécologie, dans tous les domaines sectoriels des politiques publique)</li> <li>○ Harcèlement sexuel, harcèlement au travail, etc.</li> </ul>	
<b>3. Féminismes, engagements et représentations</b>	Resp. Hourya Bentouhami, Cristelle Maury et Michèle Soriano
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Féminismes, Anti-féminisme, Post-féminisme</li> <li>○ Mouvements sociaux, luttes de femmes et d'opprimé-e-s</li> <li>○ Emancipations et <i>empowerment</i></li> <li>○ Genre et production littéraire</li> <li>○ Genre, production culturelle et médias</li> <li>○ Genre et création, genre et art</li> <li>○ Etudes décoloniales / post-coloniales</li> </ul>	
<b>4. Etudes LGBTQI+</b>	Resp. Thérèse Courau, Jérôme Courduriès et Marie-Agnès Palaisi
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Processus de subjectivation</li> <li>○ Rapport des sujets LGBTQI+ aux normes et leur agentivité, leurs biographies et leurs modes de socialisation</li> <li>○ Politiques de représentation</li> <li>○ Processus de stigmatisation et modes de résistances</li> <li>○ Les formes de mobilisation et les politiques publiques, en France et à l'international</li> </ul>	

### **Projet scientifique de la SCR ARPEGE 2021-2025**

Les activités scientifiques amorcées ces quatre dernières années (2017-2020) se structurent autour du développement de la thématique de **l'Axe 1. Genre, Sciences et Santé**, permettant de répondre

aux demandes de partenariats des collègues des disciplines hors SHS (UT3, INSERM, INRA, Ecole d'Ingénieurs de PURPAN, etc.) et ayant également permis un renouvellement d'une partie des membres du réseau de recherches ARPEGE et de tisser de nouveaux partenariats scientifiques sur les questions de genre. La recherche GESCI : *Les sciences au prisme du genre* (2019-2021) bénéficie d'un financement du Labex SMS, opération Mondes Scientifiques. Un ouvrage collectif, fruit de ces travaux, est en cours de rédaction et sa publication est envisagée pour fin 2021. Cette thématique reste un axe fort d'ARPEGE pour les années à venir.

Malgré la brillante et riche tradition française de philosophie et d'épistémologie des sciences (représentée notamment par G. Bachelard, A. Koyré, G. Canguilhem, M. Foucault) et de sociologie des sciences (B. Latour), l'analyse interdisciplinaire des sciences (appelée « Sciences Studies » par les anglo-américains) n'a pas rencontré, ou fort peu, les études de genre. Aux Etats-Unis, cette rencontre a eu lieu grâce à des chercheuses (physiennes, biologistes, généticiennes) qui ont porté une analyse critique sur leur propre discipline (D. Haraway (2007) ; E. Fox Keller (2014) ; A. Fausto-Sterling (2012), par exemple). En France, cette relecture critique des sciences du vivant est restée assez marginale. Depuis quelques années, des « passeuses » valorisent dans le monde francophone la richesse tant empirique qu'épistémologique des « Feminist Sciences Studies » grâce à la traduction des œuvres majeures et à la circulation des concepts et théories. Il s'agit principalement de la philosophe C. Kraus (2016) (Université de Lausanne), de l'historienne D. Gardey (2013) (Université de Genève) ou de la sociologue I. Löwy (2005) (Inserm). Tout récemment, deux livres montrent l'essor du domaine et tout ce qui reste à faire (J. Wiels et E. Peyre 2015, et A.-M. Devreux, 2016).

A partir d'une approche thématique et transversale, ces recherches ont pour ambition de réunir des spécialistes en études sur le genre relevant de différentes disciplines des sciences humaines et sociales (anthropologie, histoire, sociologie, études culturelles, etc.) et de croiser les différentes perspectives de recherche avec les apports de disciplines variées (droit, endocrinologie, épidémiologie, biologie, médecine, etc.). Comment et en quoi les études sur le genre travaillent et retravaillent les disciplines scientifiques ? Comment la prévalence de l'androcentrisme des sciences – de toutes les sciences – qui n'est plus à démontrer (Mathieu, 1991 ; Devreux, 2016), crée des apories au sein des connaissances scientifiques, et questionne de manière centrale les pratiques scientifiques, particulièrement au sein des sciences dites « dures » ? A partir de ces questions générales de recherche, il s'agit d'une part de réfléchir aux apports d'un concept issu des sciences humaines et sociales pour les autres sciences et d'autre part, de pointer les écueils de la recherche contemporaine et par là-même, formaliser les voies d'évolution et de collaborations de recherche, à travers la constitution d'un réseau de chercheur·e-s. L'ensemble de ces réflexions permettra de faire émerger une posture théorique commune sur le genre et des définitions consensuelles du rapport sexe/genre, du système de genre, de l'ordre de genre, etc., au-delà des objets de recherche et des champs scientifiques concernés.

Cette proposition de dialogue interdisciplinaire, ancrée dans une épistémologie du genre, est envisagée à partir de trois grandes entrées thématiques, portant sur trois axes de réflexions et de débats centraux au sein des études et recherches sur le genre contemporaines qui vont recouper en partie les thèmes de **l'Axe 4 sur les Etudes LGBTQI+** (les questions inter et transgenre, corps et santé, contrôle de la sexualité/des corps).

Un premier focus sera réalisé sur l'expérience des personnes transgenre. Initialement prises en charge par la psychiatrie, tout en continuant à faire l'objet de recherches dans le champ de la médecine (non plus seulement dans la perspective de soigner mais dans celle d'accompagner et de permettre la transition d'un sexe à l'autre). Dans la période contemporaines, les revendications ne vont plus seulement dans le sens d'une réassignation médicalement assistée mais également d'une

dé-pathologisation des parcours trans. Ces recherches ont suscité dès les années 1980 l'intérêt des sociologues, des anthropologues, des historien-ne-s et des juristes (Houbre 2014 et Héroult 2014, notamment). L'expérience des intersexes en France reste encore, à l'exception de quelques travaux notamment en droit (Moron-Puech 2016), largement méconnue et sous-documentée.

Un deuxième focus s'attachera à approfondir les apports épistémologiques de la critique féministe des sciences. Celle-ci met en évidence l'androcentrisme des sciences, puisque, quels que soient les savoirs, le sujet masculin est perçu comme un modèle universel, incarnant l'humanité, tandis que les femmes sont renvoyées à une spécificité plus ou moins étroite et marginale. Cette asymétrie et hiérarchie du masculin et du féminin renvoie à la « valence différentielle des sexes » (Héritier, 1996). De nombreuses spécialités ou théories ont contribué à exagérer, inventer ou figer les différences entre les sexes, produisant une bicatégorisation sexuelle naturalisée et hiérarchisée.

Un troisième focus autour du contrôle de la sexualité et des corps au prisme du genre s'articule autour des enjeux contemporains des formes de contrôle – politique, médical, judiciaire et social – qui s'exercent sur la sexualité des femmes, ainsi que sur les facteurs de résistance qui émergent. Interroger la question de la reproduction au prisme des sciences sociales, juridiques, des sciences du vivant et de la médecine permet de cerner plus précisément le phénomène de glissement historique du contrôle légal et judiciaire des corps à l'encadrement et au contrôle médical des corps des femmes (Ruault et Mathieu, 2014). Du côté des sciences médicales, de manière générale, le recours à l'avortement doit rester un fait exceptionnel, alors que du côté des sciences sociales, il est considéré comme un phénomène social classique (Bajos, Ferrand et Andro, 2010) au regard de sa prévalence. De fait, les sciences sociales ne vont pas appréhender ce phénomène de la même manière que la médecine, qui va avoir tendance à l'appréhender par le biais d'une problématique individuelle et le transformer en phénomène médical à éviter et à limiter dans la population. Ainsi, les réflexions menées au sein des sciences sociales vont plutôt porter sur ses conditions d'accès et de réalisation.

Le projet scientifique entend approfondir les différentes perspectives critiques tout en initiant un rapprochement avec des chercheur-e-s en sciences de la vie de l'Université Paul Sabatier et de l'INSERM notamment. Ces dernier-e-s, endocrinologue, biologiste, épidémiologiste, diabétologue, etc. considèrent que leur savoir s'est trop construit sur le modèle masculin et que, du même coup, des phénomènes restent insuffisamment connus tels, par exemple, les fonctions positives des tissus adipeux après la ménopause, le dimorphisme sexuel des réactions toxicologiques ou la symptomatologie différenciée des maladies cardio-vasculaires. Ce rapprochement avec les sciences de la vie apportera des terrains d'enquête ainsi que le repérage d'archives ou de témoignages propres à nourrir l'histoire des sciences au prisme du genre. De façon plus théorique et épistémologique, il permet d'aller au-delà de la logique sexe/genre telle qu'elle a gouverné la critique féministe des sciences de ces 30 dernières années. Après avoir démontré brillamment combien les sciences avaient contribué à la naturalisation du genre, sous le nom de sexe, elle a affirmé la construction discursive du sexe. Mais la sexuaction marque bien de son empreinte les corps et, sans revenir à la bicatégorisation sexuelle, ni à la hiérarchie sexuelle ou à l'androcentrisme, il convient de l'explorer. De même, sur la thématique du contrôle de la sexualité et des corps, le dialogue entre différentes disciplines (sciences sociales et médecine notamment) permet de mettre en évidence deux visions du monde qui s'opposent, et qui sous-tendent des postures radicalement différentes par rapport à la manière d'envisager le travail de reproduction, entraînant une réflexion sur les dépositaires et les contraintes du corps médical. Par ailleurs, parce que les parcours des intersexes et des transgenre interrogent la bi-catégorisation sexuée, l'idée de la permanence de l'appartenance à un genre et la place du corps dans l'assignation à un genre donné, et impliquent dans de nombreux cas en France l'intervention de la médecine, ils offrent un terrain particulièrement

propice à des collaborations jusqu'ici inédites entre les sciences humaines et sociales d'une part et les sciences du vivant d'autre part ; des collaborations qui pourront également s'ouvrir au droit.

Par ailleurs, depuis les années 1980, les études de genre ont connu un profond renouvellement dû aux critiques formulées contre la pensée féministe « blanche » et occidentale. Les fondements des analyses et des pratiques issues de cette pensée ont été remis en cause par des féministes afro-américaines, hispano-américaines et indiennes (Collins, 1990 ; Crenshaw, 1991 ; Anzaldúa, 1981 ; hooks, 1984 ; Spivak, 1988 ; entre autres). La prise en compte de l'hétérogénéité des statuts sociaux et des expériences des femmes s'est imposée contre une norme de féminité universelle et homogène, conduisant à une analyse de l'oppression et des discriminations à partir des effets conjugués des rapports de classe, de « race », de genre, associés à l'hétérosexualité normative. En France, les travaux de Colette Guillaumin (1992) signalaient déjà l'intrication des pratiques de pouvoir ; les traductions des analyses intersectionnelles (Dorlin, 2008 ; Nouvelles Questions Féministes, 2005) ont ensuite été publiées aux côtés de travaux consacrés à la pluralité (Fougeyrollas-Schewbel, Lépinard et Varikas, 2005), au contexte post-colonial et à la 'colonialité' du pouvoir (NQF, 2006 ; Sanna et Varikas, 2011), et aux nouvelles divisions du travail liées à la mondialisation (Falquet, Hirata, Kergoat, Labari, Sow, Le Feuvre, 2010). Les situations inégalitaires sont désormais bien documentées et répertoriées (travaux publiés par le Haut Conseil à l'Égalité, notamment), les politiques et les préconisations en faveur de l'égalité femmes-hommes se multiplient, et pourtant les blocages perdurent. La lutte contre les stéréotypes de sexe est définie comme un axe prioritaire ; elle se doit d'être poursuivie mais reconsidérée à partir du renouvellement des catégories de pensée et de la nécessaire renégociation des normes, afin de lever ce que nous identifions comme deux verrous principaux qui entravent le dépassement de ces blocages. D'une part, un héritage prégnant : la société française demeure extrêmement sensible à un rationalisme dialectique qui favorise les logiques binaires, les formalisations disciplinaires et une approche qui néglige les articulations entre théorie et pratique. D'autre part, « les stéréotypes de sexe », qui représentent la catégorie fonctionnelle en usage, reconduisent les logiques binaires et postulent une différence qui n'est pas pensée en articulation avec d'autres hiérarchies, d'autres discriminations et d'autres ségrégations. Cette extraction artificielle contribue à figer cette différence, à lui conférer un caractère anhistorique, autrement dit à alimenter la fiction d'une « nature » à l'origine d'un classement social.

Les nouveaux cadres que nous nous proposons de co-construire avec nos partenaires locaux s'appuieront sur une série de dispositifs dynamiques d'impulsion et de valorisation de leurs stratégies (scientifiques, culturelles, de formation et de management) en matière de genre. Nous postulons, d'une part, que les études de genre constituent un moteur puissant d'innovation pour ces partenaires dont l'impact socio-économique est lié à des dynamiques de transformations sociales ; et d'autre part, que ces partenaires représentent un espace fécond de circulation de nouvelles normes qu'il nous importe de mettre en évidence, d'analyser et de valoriser en tant que terrain d'investigation.

Le croisement des problématiques de genre et du féminisme avec celles de l'engagement a connu un certain essor depuis la deuxième moitié des années 2000 (**Axe 3. Féminismes, engagements et représentations**). Des séminaires de recherche et des colloques ont été organisés récemment sur cette thématique dans diverses institutions de recherche. Ils proposent une analyse de la reproduction des rapports de pouvoir au travers des pratiques militantes (principalement syndicales et partisans), qu'elles soient de gauche ou de droite, progressistes ou conservatrices. Les enquêtes empiriques qui nourrissent ces travaux montrent surtout comment les mouvements ou les

institutions politiques et syndicales, quels qu'ils soient, reproduisent en leur sein la division genrée du travail militant et contribuent à hiérarchiser les revendications.

Si ces recherches ont contribué à complexifier les engagements collectifs en montrant comment ils sont traversés par plusieurs déterminations sociales (de genre, de classe, de nationalités, de génération, d'âge, etc.) l'impact de ces engagements collectifs sur les institutions n'a pas reçu une attention aussi systématique. Pourtant des recherches récentes invitent à reconsidérer la coupure longtemps présumée entre mouvement social et institutions. À partir de sa recherche sur la parité, Laure Bereni par exemple a défini un « espace de la cause des femmes » qui inclut au côté du mouvement des femmes des structures beaucoup plus institutionnelles qu'elle désigne sous les termes de pôles (académique, syndical, partisan, étatique, etc.). De fait, il y a une circulation importante et dans les deux sens entre les mouvements sociaux et les institutions. Les mouvements donnent lieu à des formes d'institutionnalisation plus ou moins pérennes telles que coordinations, associations, réseaux informels ou non. Des individu·e·s transforment leur engagement civil en engagement politique ou professionnel tandis que les institutions quelles qu'elles soient (entreprises, collectivités territoriales, universités, etc.) recrutent des chargé·e·s de mission, font appel à des conseiller·e·s et doivent plus généralement répondre aux demandes des usager·e·s, des salarié·e·s, des consommateur·trice·s, etc.

Des thèmes de recherche pourront être privilégiés (mais non exclusifs) comme l'analyse des mouvements sociaux, les transformations du monde académique, ou encore la mise en place de politiques d'égalité, développés ci-après.

Pour l'analyse des mouvements sociaux, et afin de favoriser la comparaison, trois types de mouvements sociaux pourront être considérés : les mouvements de femmes (dans les sociétés latino-américaine et en France, plus particulièrement à Toulouse) ; les mouvements progressistes mixtes tel celui de la cause environnementale (agroécologie, revendication de nouveaux liens consommateurs producteurs comme les AMAP, lutte pour de nouveaux liens sociaux autour de la nature en ville – par exemple les jardins partagés) ; et enfin des mouvements d'extrême droite (depuis la Collaboration jusqu'au Front national). Cette diversité tant dans les contextes d'émergence que dans les compositions sociales et revendications politiques offrira un large panel d'investigation. On s'interrogera sur les places et les rôles des hommes et des femmes dans ces mobilisations collectives ainsi que sur les espaces de mixité ou de ségrégations qu'ils offrent. Les motivations des hommes, très minoritaires mais présents dans les mouvements féministes (parfois misandres) tout comme celles des femmes dans les mouvements d'extrême droite (pourtant très virilistes) méritent analyse. On essaiera alors de comprendre comment dans l'histoire de luttes politiques plus larges, les engagements des femmes se singularisent, se différencient mais aussi peuvent être négligés, déconsidérés ou au contraire être rattrapés, intégrés par des mouvements qui ont une position plus dominantes (par exemple autour des questions environnementales). Le champ sportif sera également examiné sous l'angle des « mobilisations de femmes en tant que femmes » et des luttes contre l'homophobie. On s'attachera notamment dans cette analyse aux modalités de positionnement féministe, anti-sexiste et anti-homophobe en analysant les discours et les pratiques des collectifs concernés. Outre les questions de genre, on portera aussi l'accent sur l'intersectionnalité des dominations et des engagements. Ainsi les luttes identitaires caractéristiques des sociétés multiculturelles latino-américaines s'articulent à des luttes politiques menées contre des régimes autoritaires et des situations d'extrême violence. En France les luttes contre le sexisme, contre l'homophobie ou contre le racisme ne se cumulent pas aisément et rentrent souvent en contradiction.

Du côté des transformations du monde académique, le cas des intellectuel·le·s, et particulièrement des universitaires engagé·e·s dans la promotion du féminisme et des études de genre, retiendra

principalement l'attention ici. D'une part, il sera intéressant de retracer leurs carrières et leurs parcours, parfois atypiques dans le milieu académique depuis la fin du XIXe siècle jusqu'à la période la plus contemporaine, ainsi que d'explorer les récits qu'elles en ont souvent donnés (mémoires, autobiographies, entretiens biographiques parfois filmés, etc.). Dans cette perspective peut s'inscrire l'étude de la place et de l'engagement des femmes dans une discipline comme l'archéologie, mais aussi l'histoire, les STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives), disciplines longtemps presque exclusivement masculines, aussi bien d'un point de vue historiographique que sociologique. Parallèlement aux études réalisées à partir des archives, une enquête de terrain est par exemple à mener dans les laboratoires CNRS et les institutions de l'archéologie préventive et programmée sur ces questions, à l'heure où la première génération d'archéologues femmes et professionnelles part à la retraite. Des analyses approfondies de données longitudinales sexuées pourront être effectués afin d'étudier les trajectoires des femmes mobilisées dans le domaine des sciences expérimentales, physico-chimiques et des mathématiques (par exemple la formation de l'association « Femmes et Sciences », partenaire d'ARPEGE), mais également dans le cadre des travaux de la mission pour l'égalité de genre et contre le harcèlement sexuel et les violences sexuelles et sexistes de l'UT2J.

On se propose de même d'examiner l'engagement des universitaires (philosophie, philosophie du droit, anthropologie) et des écrivaines féministes hispanophones afin d'inscrire leur militantisme dans un dialogue interculturel permettant de renouveler nos approches et nos catégories. Les questions que le genre pose au multiculturalisme (Femenías) ou celles que la violence de genre pose à nos sociétés contemporaines (Aponte Sanchez, Lucía Melgar) sont des problèmes que les féministes latino-américaines rendent visibles à partir de leur contexte, et les perspectives qu'elles développent peuvent contribuer à interroger les formes d'opacité que maintiennent nos sociétés européennes postcoloniales. L'on pourra ainsi tirer bénéfice de changements de focales et d'échelles (locale, nationale, voire, dans une approche comparative, internationale), dans une réflexion sur les concepts et sur les terrains dans lesquels ils sont mobilisés.

Enfin, la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes désormais promue par les politiques publiques ne va pas sans un engagement au niveau microsocial que l'on se propose ici de mieux appréhender (**Axe 2. Politiques du genre**). On tentera de comprendre l'engagement au travail au sein des associations féministes et de défense des droits des femmes et de l'égalité, entre engagement militant, bonheurs et souffrances au travail. Saisi notamment sous l'angle de l'usure au travail, on explorera plus avant les dimensions sexuées du vécu de l'engagement individuel en faveur de la promotion de l'égalité entre les sexes dans ces différents univers (professionnels et associatifs), en interrogeant les freins et les leviers à celui-ci. La question des frontières du travail et de l'engagement au travail sera au cœur des réflexions, avec notamment une recherche sur les enjeux sexués du bénévolat et du volontariat. La richesse de l'arsenal juridique est loin d'avoir éradiqué les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes. Malgré les obligations légales des entreprises en matière d'égalité qui n'ont cessé de se renforcer ces dernières années, des résistances sociales à l'intégration de l'égalité femmes-hommes sont à l'œuvre. Le dialogue social dans l'entreprise peut jouer un rôle structurant pour créer les conditions de mise en œuvre effective d'une politique d'égalité professionnelle. Dans ce contexte, il semble particulièrement intéressant de regarder les pratiques syndicales et leur engagement volontariste en la matière.

Nous nous proposons également de sonder in situ les nouvelles dynamiques des politiques d'égalité professionnelles femmes/hommes au sein des entreprises industrielles (aéronautique, par exemple) et de dégager les nouvelles configurations de carrière des femmes (cadres et autres catégories). Il s'agit ici de mesurer en quoi l'engagement volontariste dans la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'égalité par une entreprise internationale produit des effets sur les configurations de carrière

des femmes cadres. Ces renouveau des formes d'engagement pour l'égalité des sexes, à la fois individuelles et collectives, dont les dimensions sont à la fois idéelles et matérielles, analysées au niveau macro, méso et micro au sein de l'entreprise, sont susceptibles de créer non seulement des opportunités, mais dessinent dans ce contexte de nouveaux types de carrières pour les femmes cadres dans un contexte de mise en œuvre et d'expérimentation actuelle de l'égalité professionnelle femmes-hommes en entreprise. La question de l'égalité de genre sera aussi appréhendée via la compréhension qu'en ont les fonctionnaires de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale. Une attention particulière sera portée aux pratiques langagières. Quelles sont les pratiques de rédaction non sexistes et non discriminatoires aujourd'hui observées dans les milieux militants et institutionnels (administrations publiques, organisations professionnelles)? Les politiques publiques intègrent-elles la féminisation linguistique, et, le cas échéant, sous quelle forme (formations à la désexisation?). Dans quelle mesure les associations de promotion de l'égalité considèrent que les contraintes formelles du genre dans l'expression quotidienne sont un frein à l'émancipation du masculin pseudo-générique ?

Enfin, un des derniers axes des politiques du genre concerne la lutte contre le harcèlement sexuel à l'université et les actions innovantes dans l'enseignement supérieur. Cette dimension du programme de recherche, liée aux travaux de la mission égalité femmes/hommes de l'université Toulouse Jean Jaurès (sous la direction de Marie-Agnès Palaisi), vise à traiter la question du harcèlement sexuel à l'université et de ses enjeux. Afin de considérer le phénomène dans une approche en termes d'innovation sociale, il s'agit ici de développer des actions de sensibilisation au harcèlement sexuel à l'université, en créant par exemple des commissions et des partenariats avec des personnes et structures extérieures (associations, expertise des associations féministes, CLASHES, élu-e-s, etc.) afin de développer un programme de formations sur la question du harcèlement sexuel à l'université dans ses différentes dimensions (formation des personnels, communication, diffusion de l'expertise, etc.). Ces actions se réfèrent à la feuille de route de la mission égalité femmes/hommes de l'UT2J, traitant à la fois du harcèlement sexuel, mais également de la question de la formation des personnels au genre (administratifs et/ou enseignants) et à la réflexion sur les biais genrés qui recréent de manière incessante les inégalités de sexe par le biais de la production des savoirs scientifiques (par exemple en sciences dures : exemples de la biologie, de la médecine, etc.). Ces travaux pourront donner lieu à un partenariat avec le réseau national des chargées de mission égalité des universités. L'opérationnalisation de ces différents partenariats permettra de mettre en avant l'expertise scientifique des membres d'ARPEGE en termes de violences de genre.

#### ➤ 4. Objectifs/missions de la structure :

##### ➤ **Parvenir à une structuration pérenne et performante du réseau de recherche ARPEGE afin d’approfondir et d’élargir les projets scientifiques communs**

L’institutionnalisation d’ARPEGE en Structure Collaborative va permettre de centrer nos activités sur l’essentiel : construire un projet scientifique commun. Les études de genre impliquent un renouvellement des savoirs et des disciplines, de nouvelles méthodologies et des questionnements épistémologiques. Ces renouvellements et questionnements sont, pour la plupart, issus des mobilisations politiques et des mouvements sociaux qui traversent l’espace public.

Le projet scientifique commun vise à penser ensemble les mobilisations politiques et les transformations institutionnelles et conceptuelles auxquelles elles ont donné lieu sous diverses modalités. Il peut être décliné selon plusieurs thématiques transversales (voir le point 3 précédent). Toutefois, une préoccupation court tout au long de nos recherches et de notre projet scientifique : l’articulation entre l’individuel et le collectif, ainsi que l’articulation des niveaux micro, méso et macro sociaux.

##### ➤ **Orchestrer le développement, la diffusion et la valorisation des recherches sur le genre au sein de l’Université de Toulouse et sur le territoire d’Occitanie**

La reconnaissance d’ARPEGE en SCR va nous offrir la légitimité et la structuration nécessaire pour développer les recherches scientifiques interdisciplinaires, et d’organiser leur diffusion et leur valorisation, d’abord à l’échelle du territoire toulousain dans lequel ARPEGE est bien implantée, mais également au niveau de la région Occitanie ; avec un objectif de rayonnement sur les Universités de Montpellier, Perpignan, Pau, etc. où les collègues développant des recherches en études sur le genre restent encore relativement isolé·e·s.

Au delà de la diffusion des recherches scientifiques et l’organisation d’événements scientifiques au sein des mondes de la recherche, ARPEGE a aussi vocation à devenir le pôle de référence, de ressources et d’échanges avec les institutionnels ou encore le secteur associatif plaçant les questions de genre, d’intersectionnalité, d’égalité, de diversité, etc. au cœur de leur activité professionnelle ou de leur action.

##### ➤ **Renforcer le pôle d’expertise sur le genre, les *gender studies* et l’intersectionnalité, au niveau national comme international.**

L’institutionnalisation d’ARPEGE en Structure Collaborative permettra de valoriser le vivier local d’expertise sur le genre, universitaire et hors université, au niveau local et au-delà. Cette reconnaissance de l’expertise sur le genre fera de la SCR ARPEGE un acteur incontournable dans le paysage national et international.

Les pôles d’expertise recensés à ARPEGE sont les suivants :

- Mouvements sociaux et mouvements féministes
- Politiques d’égalité femmes-hommes
- Harcèlement sexuel et violences de genre
- Lutte contre les stéréotypes de sexe
- Discriminations et inégalités de sexe

- Sexualités et identités sexuelles / Politiques des corps
- Genre et intersectionnalité
- Institutionnalisation du genre
- Genre et sexualités dans les productions artistiques et nouvelles formes de culture

Les membres d'ARPEGE répondent déjà aux sollicitations multipliées depuis #Metoo. Il s'agit de demandes d'associations, de journalistes, d'expertises d'articles, de manuscrits, de thèses, de projet de recherche etc. Nous souhaitons notamment mieux valoriser et organiser ce travail dans le cadre de la SCR ARPEGE (par une structuration dédiée ou par le biais de notre annuaire, par exemple).

## ➤ 5. Gouvernance :

### **Direction :**

La directrice gère le fonctionnement et impulse l'animation scientifique de la Structure Collaborative de Recherche ARPEGE, supervise le personnel lié au réseau ARPEGE, et mène une activité de représentation d'ARPEGE au sein de différentes instances et lors de divers événements scientifiques.

**Nathalie Lapeyre**, Professeure des Universités en sociologie du genre, Département de sociologie de l'Université Toulouse Jean Jaurès, chercheuse au Centre d'Etudes et de Recherches Travail, Organisation, Pouvoir (CERTOP-CNRS). Elle est également co-directrice du Réseau de Recherche International Marché du travail et genre (MAGE, Université Paris Descartes) et co-responsable du Réseau de Recherche sur le genre ARPEGE-Toulouse (depuis 2018). Membre du Comité Directeur du GIS Institut du Genre du CNRS (Représentante de la présidente de l'UT2J).

### **Bureau :**

Le bureau fonctionne collégalement avec la direction et peut intervenir ou être consulté dans toutes les décisions relatives à la gestion des affaires courantes de la SCR ARPEGE. Il mène une réflexion collective sur la structuration du réseau et des projets de recherche, peut également exercer une activité de représentation d'ARPEGE au sein de différentes instances et lors d'événements scientifiques. Les réunions du bureau avec la direction et le personnel sont prévues une fois par mois. Le bureau est composé de 5 enseignant-e-s chercheuses ou chercheur membres d'ARPEGE au niveau local de l'UT2J.

**Sylvie Chaperon**, Professeure des Universités en histoire contemporaine du genre, Département d'histoire de l'Université Toulouse Jean Jaurès, chercheuse au laboratoire FRAMESPA (France, Amériques, Espagne – Sociétés, pouvoirs, acteurs). Co-responsable du parcours ARPEGE dans le réseau de masters de SMS. Membre senior de l'Institut Universitaire de France (IUF).

**Jérôme Courduriès**, Maître de conférences, Département d'anthropologie de l'Université Toulouse Jean Jaurès, chercheur au Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST-Centre d'Anthropologie Sociale). Membre du Conseil Scientifique du GIS Institut du Genre du CNRS.

**Thérèse Courau**, Maîtresse de Conférences, Département d'Etudes Hispaniques et hispano-américaines de l'Université Toulouse Jean Jaurès, chercheuse au Centre d'Etudes Ibériques et Ibérico-Américaines (CEIIBA-Toulouse). Co-responsable du parcours ARPEGE dans le réseau de masters de SMS.

**Julie Jarty**, Maîtresse de Conférences, Département de sociologie de l'Université Toulouse Jean Jaurès, chercheuse au Centre d'Etudes et de Recherches Travail, Organisation, Pouvoir (CERTOP-CNRS). Responsable du séminaire Interdisciplinaire ARPEGE.

**Michèle Soriano**, Professeure des Universités, Département d'Etudes Hispaniques et hispano-américaines, chercheuse au Centre d'Etudes Ibériques et Ibérico-Américaines (CEIIBA-Toulouse).

### **Comité de pilotage :**

Le COPIL a pour mission de promouvoir et d'impulser les projets scientifiques et de veiller à leur interdisciplinarité. Ce dernier profile les axes et les projets de recherches prioritaires en concertation avec la direction et le bureau, il participe à l'organisation des événements et manifestations scientifiques d'envergure, et propose diverses collaborations et partenariats entre collègues et équipes de recherche du site et hors site. Les réunions du COPIL avec la direction, le bureau et le personnel sont prévues une fois tous les deux mois. Le COPIL est composé de 13 collègues enseignant-e-s chercheur-e-s ou chercheur-e-s membres d'ARPEGE au niveau du site et au niveau national (UT1 IEP, UT2J, UT3, UL1), ainsi que 2 représentant-e-s des doctorant-e-s membres d'ARPEGE (à venir en 2021).

**Hourya Bentouhami**, Maîtresse de conférence en philosophie, Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPÉ), chercheuse dans l'Equipe de Recherche sur les Rationalités Philosophiques et les Savoirs (ERRAPHIS), Université Toulouse Jean Jaurès, membre junior de l'Institut Universitaire de France (IUF).

**Marlène Coulomb**, Professeure émérite en sciences de l'information et de la communication, Université Toulouse Jean Jaurès, chercheuse au Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales (LERASS), ancienne membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes (HCEfh) et membre de la Commission égalité du CSA.

**Camille Fauroux**, Maîtresse de conférence en histoire contemporaine, Département d'histoire de l'Université Toulouse Jean Jaurès, chercheuse au laboratoire FRAMESPA (France, Amériques, Espagne – Sociétés, pouvoirs, acteurs).

**Mélie Fraysse**, Maîtresse de conférence, Département des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS), chercheuse au Centre de Recherche en Sciences Sociales, Sport et Corps (CRESCO), Université Toulouse 3 Paul Sabatier.

**Marie-Carmen Garcia**, Professeure des Universités en sociologie, UFR Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS), Université Claude Bernard Lyon 1.

**Hélène Guetat**, Professeure de l'Enseignement Supérieur Agricole, Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole de Toulouse-Auzeville (ENSFEA), chercheuse au Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST-Dynamiques Rurales), Université Toulouse Jean Jaurès. Directrice actuelle du département de sciences sociales de l'Institut Français de Pondichéry, UMIFRE 21 (CNRS-MEAE), Inde.

**Nadine Halberstadt**, Directrice de recherches au CNRS, physique moléculaire, Laboratoire Collisions, Agrégats, Réactivité, (LCAR-IRSAMC), Université de Toulouse 3, présidente de l'association Femmes & Sciences, membre de la Commission égalité femmes-hommes de l'UT3.

**Laurence Huc**, Chargée de recherches (HDR), toxicologie moléculaire et cellulaire, INRA-Group Leader, laboratoire TOXALIM, Toxicologie Alimentaire, Equipe COMICS Contaminants & Cellular Stress, INRA-INP-UPS.

**Mélanie Jacquemin**, Sociologue, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD/LPED, Aix-Marseille Université), chercheuse en accueil au Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST-Centre d'Anthropologie Sociale), Université Toulouse Jean Jaurès.

**Michelle Kelly-Irving**, Chargée de recherche (HDR), Epidémiologie, chercheuse dans l'équipe EQUITY du Laboratoire d'Épidémiologie et Analyses en Santé Publique (LEASP), Inserm/Université Toulouse 3 Paul Sabatier, directrice de l'Institut Fédératif d'Études et de Recherches Interdisciplinaires Santé Société (IFERISS).

**Isabelle Lacoue-Labarthe**, Maîtresse de conférences en Histoire à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Toulouse, chercheuse au laboratoire des Sciences Sociales du Politique (LaSSP) et au laboratoire FRAMESPA (France, Amériques, Espagne – Sociétés, pouvoirs, acteurs), Université Toulouse Jean Jaurès.

**Cristelle Maury**, Maîtresse de conférence, Département Études du monde anglophone (DEMA), chercheuse au laboratoire Cultures Anglo-Saxonnes (CAS), Université Toulouse Jean Jaurès.

**Marie-Agnès Palaisi**, Professeure des Universités, Département d'Études Hispaniques et hispano-américaines de l'Université Toulouse Jean Jaurès, chercheuse au Centre d'Études Ibériques et Ibérico-Américaines (CEIIBA-Toulouse). Chargée de Mission égalité et lutte contre les discriminations de genre et le harcèlement sexuel, UT2J.

#### **Conseil scientifique international :**

Le conseil scientifique international a un rôle d'évaluation de la SCR ARPEGE (voir les développements dans le point 7). Il se compose de 14 membres externes à la SCR ARPEGE, exerçant principalement leurs fonctions professionnelles et menant leurs activités scientifiques à l'international. Il se réunit tous les deux ans.

**Ionela Baluta**, Professeure à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Bucarest, directrice du Centre de recherche sur l'égalité des chances à l'Université de Bucarest (Roumanie).

**Pilar Carrasquer Oto**, Professeure de sociologie, chercheuse au QUIT (Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball), Université Autonome de Barcelone (Espagne).

**Isabel Côté**, Professeure et chercheuse en travail social, Université du Québec en Outaouais, Canada.

**Hanna Diamond**, Professeure de Français, School of Modern Languages, Cardiff University (Grande-Bretagne).

**Maria Luisa Femenias**, Philosophe, Université Nationale de La Plata (Argentine).

**Estelle Ferrarese**, Professeure de philosophie morale et politique, Université de Picardie Jules Verne, chercheuse au Centre Universitaire de Recherches sur l'Action publique et le Politique, Epistémologie et Sciences Sociales (CURAPP-ESS). Directrice du GIS Institut du Genre du CNRS, France.

**Gabriele Griffin**, Professeure en Études de genre, chercheuse au Centre for Gender Research, Uppsala University, coordinatrice du Nordic Centre of Excellence (NCoE) 'Beyond the gender paradox', Suède.

**Fatoumata Hane**, Maître de Conférences des Universités, Socio-anthropologue, Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal).

**Cynthia Krauss**, Maîtresse d'enseignement et de recherche en Études genre et en Études sociales des sciences à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, chercheuse au Sciences and Technologies Studies Laboratory (STSlab), Suisse.

**Nicky Le Feuvre**, Professeure ordinaire de sociologie, Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, chercheuse au Laboratoire capitalisme, culture et sociétés (LACCUS) et au Centre interdisciplinaire de recherche sur les parcours de vie et les vulnérabilités (LIVES-UNIL), Suisse.

**Lucía Melgar**, Professeure de Littérature Contemporaine latino-américaine et d'études de genre au Museo de memoria y tolerancia (México), chercheuse associée à l'ITAM (Instituto Tecnológico Autónomo de México), Mexique.

**Benjamin Moron-Puech**, Maître de conférences en droit privé, Université Panthéon-Assas, chercheur au Laboratoire de Sociologie Juridique, France

**Pinar Selek**, Maitresse de Conférence associée en science politique au Département de Sociologie, Université Nice Côte d'Azur. Membre de l'URMIS Nice (Unité de Recherches Migrations et Société) et Membre associée de l'ERMES I (Normes, Représentations, territoires). Directrice de Recherches au Collège international de philosophie, Paris, France.

**Flávio Luiz Tarnovski**, Professeur en anthropologie, Université fédérale du Mato Grosso, Cuiabá, Brésil.

#### **Assemblée générale SCR ARPEGE :**

Convoquée une à deux fois par an, l'Assemblée Générale de la SCR ARPEGE est composée de l'ensemble des membres du réseau de recherche, tous statuts confondus. Elle entérine le bilan annuel des activités d'ARPEGE présenté par les membres de la direction, du bureau et du comité de pilotage et engage des discussions collectives afin de définir les nouveaux projets scientifiques ou les nouvelles directions de recherche, ainsi que les manifestations scientifiques.

➤ 6. Liste des Unités de recherche impliquées :

Unités de Recherche		Nombre de permanent.e.s(*) – et non permanent-e-s - impliqué.e.s dans la structure collaborative				
Nom de l'UR	Tutelles de l'UR					
Equipes d'accueil doctoral		PR	MCF	Junior(**)	Autres	TOTAL
CAS – EA 801	UT2J	2	8		1	11
CEIIBA – EA7412	UT2J	2	4	13	1	16
ERRAPHIS – EA 3051	UT2J		1	2		3
PLH – EA 4601	UT2J		3	1		4
LLA-CREATIS – EA 4152	UT2J	2	1	3		6
LERASS – EA 827	UT2J, UT3	1	2	3		6
CRESCO – EA 4561	UT3	1	2	1		4
LASSP – EA 4175	UT1 (IEP)	2	1	1		4
LAIRDIL – EA 7415	UT3	1				1
LPS-DT – EA 1697	UT2J	2	8			10
LARA-SEPPIA – EA 4154	UT2J		1			1
IDP – EA 1920	UT1	1				1
<b>TOTAL EA</b>		<b>14</b>	<b>30</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>70</b>
Unités mixtes de recherche		PR / DR	MCF /CR	Junior(**)	Autres	TOTAL
CERTOP – UMR 5044	CNRS/UT2J/UT3	2	1	3	8	14
FRAMESPA – UMR 5136	CNRS/UT2J	3	5	13	1	22
LISST – UMR 5193	CNRS/UT2J ENSFEA/EHESS	3	9	19	1	32
LISST-CAS		1	5	10		16
LISST-CERS			2	5		7

<i>LISST-DR</i>		2	2	4	1	9
TRACES – UMR 5608	CNRS/UT2J EHESS/INRAP	1	3	1		5
DYNAFOR – UMR 1201	INRA/INP		2			2
TOXALIM – UMR 1331	INRA/INVT INP/UT3		1			1
LEASP – UMR 1027	INSERM/UT3		1	1		2
EFTS – UMR MA 122	UT2J/ENSFEA	1	1			2
I2MC – UMR 1048	INSERM/UT3	1	1			2
IMT – UMR 5219	CNRS/UT2J/UT3 UT1/INSA		1			1
<b>TOTAL UMR</b>		<b>11</b>	<b>25</b>	<b>37</b>	<b>10</b>	<b>83</b>
<b>TOTAL UNITES DE RECHERCHE</b>		<b>25</b>	<b>55</b>	<b>61</b>	<b>12</b>	<b>153</b>

(\*) = nombre d'enseignant.e.s-chercheur.e.s, nombre de chercheur.e.s, nombre d'agent.e.s BIATSS et ITA.

(\*\*) = Junior : doctorantes, post-doctorantes, ATER et jeunes docteurs.

Au total, 153 membres d'ARPEGE bénéficient d'un rattachement scientifique à une structure de recherche présente sur le site toulousain. Parmi l'ensemble des membres, la majorité (80) sont des enseignant-e-s chercheuses ou chercheurs et chercheuses, 61 sont des juniors (doctorantes, post-doctorantes, ATER et jeunes docteurs), et 12 ont d'autres statuts (chercheur-e-s contractuel-le-s, etc.) (voir en particulier l'annexe présentant de manière exhaustive l'annuaire des membres du réseau de recherches ARPEGE – 2020).

Ce nombre s'atteint sans tenir compte des membres rattachées à d'autres structures de recherche, extérieures au site toulousain (16 membres), ni des membres d'ARPEGE ne bénéficiant pas de rattachement scientifique, en raison d'un statut particulier (5 membres) .

### **Collaborations scientifiques : partenariats locaux**

Mission égalité et lutte contre les discriminations de genre et le harcèlement sexuel, UT2J.  
Mission Égalité femmes-hommes de l'Université Toulouse III Paul Sabatier, Catherine Armengaud,  
MCF Biologie et Géosciences, Centre de Recherches sur la Cognition Animale UMR CNRS 5169  
Association Femmes et Sciences (National et Toulouse), présidente : Nadine Halberstadt, Directrice  
de Recherches (Physique) au LCAR, Laboratoire Collisions Agrégats Réactivité UMR5589, UT3.  
Égalité CNRS DR14, Ingrid Bonet, Responsable Ressources Humaines CNRS, Correspondante égalité  
femmes-hommes  
Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité, Préfecture de région, Toulouse Catherine  
HUGONET et Isabelle LE DREAU (Direction régionale et Direction régionale déléguée)  
Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité, Préfecture de région, Toulouse, Déléguée  
départementale 31, Émilie PROVENSAL  
APIAF, Association pour l'Initiative Autonome des Femmes  
Association Rencontres Cinémas d'Amérique latine de Toulouse – ARCALT  
Cinélatino  
Collectif féministe Latino-Docs  
Commission extra-municipale « Égalité hommes-femmes dans la cité », Mairie de Toulouse  
Mission Égalité Diversités de la Mairie de Toulouse, Espace diversités laïcité  
Centre d'information sur les droits des femmes (CIDFF) Midi-Pyrénées  
Association Olympe de Gouges  
Association Artemisia  
Association Grisélidis  
Association Femmes et Maths  
Association Faire Face Autodéfense

### **Collaborations scientifiques : partenariats nationaux et internationaux**

Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF)  
Fédération de recherche sur le Genre RING  
Efigies, Association de Jeunes Chercheuses et Chercheurs en Études Féministes, Genre et Sexualités  
Association Nationale des Etudes Féministes (ANEF)  
Centre des archives du féminisme (CAS)  
Instituto Interdisciplinario de Estudios de Género, Universidad de Buenos Aires  
Mission pour la place des femmes au CNRS, Elisabeth Kohler, directrice nationale  
Haut conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes  
Fédération internationale pour la recherche en histoire des femmes  
GIS Institut du Genre du CNRS  
Haut Conseil à l'égalité Femmes/Hommes  
Plateforme Genre du Ministère des Affaires Étrangères  
Terriennes - TV5 Monde  
Association nationale des études féministes (ANEF)  
Fédération de recherche sur le Genre RING  
Master EGALES  
Mnémosyne association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre  
Muséa  
Association ATGENDER  
Le réseau ATHENA  
Centre national du droit des Femmes

### ➤ 7. Décrire les modalités d'évaluation de la structure :

Le Conseil scientifique (international), composé de 14 membres externes à la SCR ARPEGE, exerçant principalement leurs fonctions professionnelles et menant leurs activités scientifiques hors de France, a une mission d'évaluation de la SCR ARPEGE.

Régulièrement tenu informé des activités scientifiques d'ARPEGE, le Conseil scientifique procédera à une évaluation lors d'une réunion à mi-parcours du Conseil scientifique (printemps 2023), suivie d'une réunion avec la direction, le bureau et le COPIL ARPEGE, laquelle donnera lieu à une présentation des bilans et des projets annuels de la SCR ARPEGE, avec l'expertise et les retours au préalable du Conseil scientifique. Une deuxième réunion en fin de projet (automne 2024) est prévue pour envisager la suite du projet et le rapport HCERES.

En outre, nous envisageons la mise en place d'une enquête de satisfaction annuelle auprès des mastérisant·e·s et doctorant·e·s ARPEGE.

### ➤ 8. Indiquer en quoi la structure contribue au développement de la politique scientifique de l'établissement :

Forte de toutes ses expériences passées, et de la longue tradition de recherche sur les femmes, le féminisme et le genre localement, à l'UT2J, la création d'une Structure Collaborative de Recherche sur le genre ARPEGE, de par la maturité du projet de structuration présenté, constituera un atout majeur du développement de la politique scientifique de notre établissement. Les études sur le genre, après un long processus d'institutionnalisation au sein du monde universitaire et un long processus de légitimation scientifique, sont maintenant devenues incontournables, porteuses d'enjeux politiques, économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux de premier plan au sein des sociétés contemporaines.

Le périmètre de la SCR ARPEGE, du fait de la pluridisciplinarité des études sur le genre, s'étend à une large part des équipes d'accueil doctoral et des UMR localisées à l'UT2J, ce qui constitue une ressource considérable pour le développement et la structuration de la politique scientifique de l'établissement.

Par ailleurs, la SCR ARPEGE, en structurant et rendant visible les transversalités, facilitera l'encadrement pluridisciplinaire des recherches doctorales, ce qui sera un atout supplémentaire pour son rayonnement, par l'identification d'un pôle fort et stable, plus visible à l'international.

La gouvernance de la SCR ARPEGE souhaite en outre porter un projet scientifique majeur au cours du contrat d'établissement : le congrès de l'Institut du Genre du CNRS (2023), pour lequel nous avons déjà avancé ces derniers mois la candidature de l'UT2J, qui sera, si le projet se réalise, un événement marquant pour notre champ de recherche dans la mesure où il rassemblerait l'ensemble des membres d'ARPEGE autour d'un projet pluridisciplinaire fédérateur. En outre, ce projet scientifique d'ampleur représentera une vitrine pour la politique scientifique de l'UT2J. Cet événement nous offrirait en outre la possibilité d'organiser dans les mêmes temporalités à l'UT2J la conférence permanente annuelle des chargé·e·s de mission égalité /discriminations des universités (sous la responsabilité de Marie-Agnès Palaisi).

Cette transversalité des compétences et des actions, si difficile à déployer au sein du découpage disciplinaire de l'Université (laboratoires ou composantes), mérite une structure dédiée.

## ➤ 9. Décrire le projet de la structure pour la période du contrat :

L'étendue, la puissance et la visibilité de la production scientifique du réseau de recherches ARPEGE ont été malheureusement freinées par sa faiblesse institutionnelle depuis plusieurs années (difficultés de coordination devant l'immensité de la tâche qui s'offrait à nous, les collègues partie-prenante ayant déjà des emplois du temps surchargés), malgré un bilan ces dernières années qui se révèle somme toute très honorable, au regard de la motivation sans faille des membres composant la direction, le bureau et une partie du comité de pilotage proposé aujourd'hui dans ce nouveau projet.

Il nous semble incontournable de nous organiser de façon autonome et pérenne afin de pouvoir donner une toute nouvelle dimension à cette aventure collective et d'œuvrer à une nouvelle convergence scientifique autour des différents axes de structuration scientifique d'ARPEGE (voir les développements du point 3 sur les objets de recherche, dans lequel est développé le projet scientifique). L'institutionnalisation de la SCR ARPEGE à l'UT2J provoquera à l'évidence un saut qualitatif et quantitatif pour l'ensemble de nos activités scientifiques interdisciplinaires.

Le projet de la structure pour la période du contrat vise à mettre en œuvre les trois grands objectifs de la SCR ARPEGE (voir le point 4 précédemment développé), soit :

- Parvenir à une structuration pérenne et performante du réseau de recherche ARPEGE afin d'approfondir et d'élargir les projets scientifiques communs
- Orchestrer le développement, la diffusion et la valorisation des recherches sur le genre au sein de l'Université de Toulouse et sur le territoire d'Occitanie
- Renforcer le pôle d'expertise sur le genre, les *gender studies* et l'intersectionnalité, au niveau national comme international.

Afin de mener à bien ces objectifs de structuration, de développement de la recherche et de l'expertise sur le genre, de multiples actions sont envisagées au cours du contrat quinquennal 2021-2025 :

- **Valoriser les publications scientifiques sur le genre à l'UT2J**

Comme première pierre à l'édifice, la valorisation des publications scientifiques des membres de la SCR ARPEGE passera par une activité de veille permanente sur les publications passées et actuelles, et la création d'un lieu commun de dépôt de publication est envisagée sur un support de type HAL Etudes sur le genre ARPEGE-Toulouse. En effet, pour le moment les publications sont dispersées dans les laboratoires quand bien même elles seraient le fruit d'un financement obtenu dans le cadre de l'axe structurant ARPEGE ou Labex. Ce projet de valorisation des publications sur le genre à l'UT2J pourrait également donner lieu à la mise en place d'une politique de publication, visant notamment à redynamiser la ou les collections des Presses Universitaires du Midi – PUM (par exemple, Le temps du genre ou Féminin-Masculin).

- **Diffuser les savoirs sur le genre à l'UT2J**

Ce partage et cette diffusion dans les années à venir se fera notamment au cours de l'organisation de séminaires « internes » faisant intervenir des membres du réseau mais

largement ouverts à l'extérieur, autour des travaux de recherche menés dans les 4 grands axes du projet de la SCR ARPEGE. La communication et la réelle connaissance de nos recherches à l'UT2J nous semble un préalable indispensable à la réussite de la SCR et aux synergies pluridisciplinaires, ainsi qu'au rayonnement du réseau eu niveau national et international. Nous souhaitons également rendre plus visible nos activités envers le grand public au niveau national à travers la participation à des événements tels la Fête de la Science, ou la Nuit Européenne des Chercheurs, mais également au niveau régional (expositions, cafés thématiques, Quai des Savoirs...).

Le développement et la valorisation de la recherche locale sur le genre sera pensée en articulation avec la mise en œuvre du plan d'égalité de l'UT2J et les travaux de la Mission égalité et lutte contre les discriminations de genre et le harcèlement sexuel.

- **Monter des projets de recherche d'envergure au sein des thématiques transversales (projets de recherche locaux, ANR et projets internationaux, etc.)**

La SCR ARPEGE permettra de développer de nouvelles synergies autour de recherches interdisciplinaires pour faciliter le montage de nouvelles collaborations des membres d'ARPEGE autour de projets de recherche pluridisciplinaires (locaux, nationaux, internationaux). Cette activité de promotion des activités et des axes de recherche se fera en partenariat étroit avec l'axe « Genre et structuration sociale » du Labex SMS (Structuration des mondes sociaux) (dont les grands axes thématiques seront les mêmes que ceux proposés dans le cadre de la SCR ARPEGE), pour notamment donner une première impulsion aux projets pluridisciplinaires.

Ces projets de recherche seront aussi l'occasion d'appuyer la dynamique collective de soutien aux jeunes chercheuses et chercheurs en études sur le genre (doctorant-e-s, post doctorant-e-s, etc.)...

- **Organiser des manifestations scientifiques, y compris d'envergure internationale.**

La SCR ARPEGE souhaite poursuivre son activité d'organisation régulière de manifestations scientifiques, tout en diversifiant ses partenariats scientifiques à l'international. Il s'agit de conférences invitant des chercheuses et chercheurs renommés à présenter les travaux menés sur le genre dans différentes disciplines et différents pays, ainsi que de l'organisation régulière de journées d'études, séminaires, colloques permettant d'assurer la transmission des acquis de la recherche féministe, dans le respect d'un haut niveau d'exigence scientifique. En outre, ARPEGE se porte candidate sur un projet phare, en appuyant sa candidature pour l'organisation du congrès de l'Institut du Genre du CNRS (2023).

- **Développer de nouveaux partenariats et structurer davantage le réseau ARPEGE au niveau local élargi (Occitanie)**

Il s'agit de poursuivre la politique de communication menée précédemment par ARPEGE et lui faire atteindre une nouvelle dimension à l'échelle régionale. Au-delà de l'organisation de manifestations scientifiques, la circulation de l'information et les relations au sein du réseau passeront par la mise à jour régulière d'un annuaire des membres d'ARPEGE, voire par la mise en place d'une lettre d'information ou autre type de support.